

14.09.2009

France: Revue de presse

Royal soutient les éleveurs laitiers et demande des "actions immédiates"

PARIS, 14 sept 2009 (AFP) - La présidente PS de Poitou-Charentes, Ségolène Royal, a apporté lundi "son soutien" aux éleveurs laitiers et appelé le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire à mettre en oeuvre "des actions immédiates" pour obtenir un "prix rémunérateur pour les éleveurs".

"La situation des éleveurs laitiers n'est plus tolérable. Les accords sur le prix du lait intervenus en juin dernier n'ont rien changé pour les éleveurs. Leur situation est toujours dramatique et leur survie n'est pas assurée", assure l'ex-candidate à la présidentielle, dans un communiqué.

Mme Royal "apporte son soutien aux éleveurs laitiers et interpelle le ministre de l'Agriculture pour qu'il mette en oeuvre des actions immédiates pour obtenir un prix rémunérateur".

Selon elle, "les décisions du gouvernement français et des gouvernements européens sur le démantèlement des quotas et la régulation des marchés et des prix ont totalement mis à mal la filière".

La présidente de Poitou-Charentes va mettre en place cette semaine un numéro vert "en lien avec l'association solidarité paysan, pour venir en aide aux agriculteurs et leurs familles". "Une table ronde se tiendra prochainement avec l'ensemble des acteurs de la filière", ajoute le communiqué.

em/szb/df

Crise du lait : José Bové entame un "jeune de soutien" aux producteurs

STRASBOURG (Parlement européen), 14 sept 2009 (AFP) - L'eurodéputé vert français José Bové a entamé lundi un "jeûne de solidarité" avec les producteurs de lait confrontés à la chute des cours, a-t-il annoncé à son arrivée au Parlement européen à Strasbourg.

L'élu d'Europe-Ecologie, par ailleurs vice-président de la commission de l'Agriculture au PE, a déclaré à son arrivée sur le parvis de l'hémicycle qu'il avait entamé "dès lundi matin cette action en soutien aux producteurs qui sont actuellement menacés de faillite et de disparition".

"C'est aussi, a-t-il ajouté, pour interpeller la commissaire à l'Agriculture et les ministres de tutelle et leur dire qu'il faut une solution immédiate", a-t-il indiqué à l'AFP à son arrivée peu après 17 heures.

"Il y a nécessité d'agir car les producteurs sont frustrés parce que sur la baisse de production on ne leur a pas répondu et sur le maintien des prix il n'y a rien qui se fait", a-t-il ajouté.

Il s'est ensuite rendu dans l'hémicycle pour assister à l'ouverture de la session.

Des producteurs européens ont appelé le 10 septembre à une grève pour dénoncer, après plus d'un an de crise dans le secteur, l'effondrement du prix du lait et la dérégulation du marché décidée par Bruxelles.

L'appel est intervenu après l'échec d'une réunion trois jours auparavant à Bruxelles des ministres européens de l'Agriculture, divisés sur la question d'une régulation du marché du lait afin d'assurer une stabilité des prix.

La commissaire européenne à l'Agriculture Mariann Fischer Boel a réitéré son opposition à la demande de certains pays de revenir sur la suppression des quotas laitiers prévue en 2015.

Des producteurs français, allemands, belges et luxembourgeois ont mené depuis la semaine dernière un série d'actions.

Dimanche en Belgique, des producteurs ont répandu quelque 150.000 litres de lait sur des champs proches d'une foire agricole organisée en Blegique à Marche-en-Famenne (Wallonie, sud-est).

gl/cm/juv cm/ef

La "grève du lait" se poursuit en ordre dispersé (SYNTHESE)

LILLE, 14 sept 2009 (AFP) - Le mouvement de "grève du lait" des éleveurs pour protester contre l'effondrement des prix se poursuivait lundi un peu partout en France, avec un boycott des livraisons aux industriels et des distributions gratuites dont l'impact était difficile à évaluer.

Le taux de participation au mouvement initié jeudi au niveau européen, qui semble très variable d'un bassin laitier à l'autre, fait l'objet d'une guerre des chiffres entre pro et anti-grévistes au sein de la profession.

Selon l'Organisation des producteurs de lait (OPL), qui soutient le mouvement, le taux de grévistes atteignait lundi 40% en moyenne au niveau national. Mais, selon la Fédération nationale des producteurs laitiers (FNPL), branche laitière de la FNSEA hostile au mouvement, ce taux n'était que de 7%.

Dans le Grand Ouest, principale région laitière, la participation était particulièrement importante dans le Calvados et le Centre-Bretagne, affirment les syndicats, même si des sources industrielles font état d'un "impact très faible".

Plusieurs grévistes de l'Ouest font état de pressions des industriels. Lactalis ferait notamment courir, selon eux, des rumeurs de poursuites judiciaires contre des éleveurs pour rupture de contrat, afin de les intimider.

Dans le Sud-Ouest, le taux de grévistes atteignait "80 à 90%" dans les Pyrénées-Atlantiques, notamment au pays Basque, a affirmé un délégué de l'Association des producteurs de lait indépendants (Apli).

Dans le Nord/Pas-de-Calais, la "grève du lait" était suivie par 25% à 30% des producteurs, toujours selon l'Apli.

"Le mouvement est bien suivi, les consciences commencent à se réveiller. Au début, les producteurs étaient peut-être un peu réservés, craignant de se retrouver seuls à faire grève. Mais maintenant, qu'ils voient que c'est suivi, ils sont de plus en plus nombreux à entrer dans le mouvement", a déclaré à l'AFP Karol Bulcke, délégué Apli du Nord.

"J'entends parler de 30% de participation, pour moi tout ça, c'est de l'intox. Autour de moi, il n'y a aucun producteur qui fait grève", assure Philippe Cartieaux, le président des producteurs de lait du Nord, affilié à la FNPL.

Cette organisation insistait d'ailleurs sur la situation dans l'Est, où la mobilisation était "proche de zéro", selon elle.

Aucune action massive n'était signalée en France, mais un peu partout les distributions gratuites sur les marchés ou dans les exploitations se multipliaient, les producteurs grévistes détruisant leur reliquat de lait.

Plusieurs centaines de litres de lait ont ainsi été distribués dans la matinée sur le marché de La Mure (Isère), tandis que dans le Bas-Rhin, plusieurs agriculteurs, membres de la Coordination rurale, ont déversé leur production dans leurs fosses à lisier.

Dans la Haute-Saône, un blocage de l'usine Eurosérum, filiale du groupe Entremont Alliance, était organisé à Port-sur-Saône par les exploitants laitiers de la Confédération paysanne. Dans l'Aveyron, une tour de séchage, qui sert à fabriquer la poudre de lait, a été occupée.

La présidente socialiste de Poitou-Charente, Ségolène Royal, a apporté lundi "son soutien" aux éleveurs en grève, appelant le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire à mettre en oeuvre "des actions immédiates" pour obtenir un "prix rémunérateur pour les éleveurs".

bur-dep/aro/ct

[<<< back](#)